



05 mai 2013

Les emballages de la collaboration de classe

Patrons, syndicalistes, partis politiques, usent et abusent des termes « dialogue social », « démocratie sociale » et « cohésion sociale ». D'après eux les « relations sociales » ne peuvent être que celles de « partenaires sociaux ».

La « démocratie sociale » jurait le conseiller d'un 1^{er} Ministre socialiste « condense toutes les formes de négociation, de consultation ou d'échange d'information à tous les niveaux, entre les employeurs, les représentants des travailleurs et les pouvoirs publics sur des questions d'intérêt commun ».

Dans une société divisée en classe, dont l'une détient les moyens de production et d'échange, tandis que l'autre, celle des travailleurs salariés, ne possède que sa force de travail qu'elle vend au capitaliste, peut-on parler « d'intérêt commun » ? La « démocratie sociale » n'est que la couverture de ce que l'on appelle la collaboration de classe. Dans l'entreprise, c'est le patron et les actionnaires qui décident des productions et des salaires, certainement pas les salariés !

La « démocratie sociale » alimentée par le « dialogue social » n'est rien d'autre que le masque de la collaboration de classe capital/travail. Cette collaboration de classe est entretenue pour assurer le maintien de l'ordre établi. Elle sert de support aux régressions sociales dont le capital a un besoin impérieux pour accroître ses profits.

C'est le cas du texte cosigné par le patronat, la CFDT, la CGC et la CFTC à propos de la « transformation » du droit du travail, qui liquide les garanties des salariés en matière d'emploi, de licenciement, de salaire, de conditions de travail et de mobilité. Cet « accord » l'ANI, est aujourd'hui transposé dans la loi. Des organisations syndicales minoritaires se sont permises de concocter avec le MEDEF au nom du « dialogue social » un texte entièrement orienté contre les salariés ! Cette situation convient très bien à la CFDT puisque son dirigeant a déclaré le 1^{er} mai : « Pour nous c'est un texte majeur. Il apporte de nouveaux droits pour les salariés ». On croit rêver !

C'est au nom de cette « démocratie sociale » que sont mis en place des mécanismes visant à valider les choix du capital. Le recours systématique aux « experts » et « comités » est utilisé pour des simulacres de consultations qui rendent inmanquablement la copie que le pouvoir et le patronat leur demandent. Ce fut le cas avec le « comité d'orientation des retraites ». Le terme « société civile » recouvre les organisations syndicales des salariés et celles du patronat mais aussi une kyrielle d'associations. L'apparence « démocratique » de cette diversité n'a d'égale que l'éloignement des décisions dans lequel sont tenus les

citoyens et les salariés, pour masquer les enjeux politiques et leur contenu de classe.

Constatant la montée des inégalités (le nombre de rapports à cet égard est impressionnant), les partisans du maintien de l'ordre capitaliste redoutent la montée des mécontentements, leur expression sous forme de lutte et pire encore le développement d'un parti politique comme le nôtre, le seul parti qui conteste l'ordre capitaliste lui-même.

Des structures associatives privées sont chargées de maintenir la pression sociale dans des limites acceptables pour l'ordre ambiant. Lorsque cela ne suffit pas, l'ordre tout court est appelé à la rescousse, comme c'est le cas contre les salariés en lutte, ceux de GoodYear par exemple. Dans certains quartiers, le comportement des forces de l'ordre suivant les instructions ministérielles relève même du maintien de l'ordre dans une vision coloniale.

Une autre voie vise à démolir les services publics et les droits sociaux. Ainsi sont en permanence opposées les catégories entre elle : les chômeurs contre les salariés, les actifs contre les retraités, les fonctionnaires contre les travailleurs du privé, les enseignants contre les parents, les jeunes contre les vieux..... La privatisation de la misère est devenue un véritable « business » et une machine de guerre du capital pour briser les solidarités.

Remettre la lutte des classes au centre de l'affrontement contre l'ordre capitaliste et pour la construction d'une société nouvelle socialiste libérée de l'exploitation, implique nécessairement le développement d'un parti révolutionnaire de lutte de classe. C'est ce que nous avons fait en créant notre parti « Communiste » et c'est ce que nous faisons en le développant comme l'outil indispensable de la transformation sociale. Pour donner plus de force à ce combat, rejoignez-nous. Adhérez à « Communistes ».

www.sitecommunistes.org